PARTI DES TRAVAILLEURS

Membre de l'Alliance européenne des travailleurs (AET)

ELECTIONS LEGISLATIVES - 21 MARS 1993 - 1re CIRCONSCRIPTION DE PARIS - 75

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous nous sommes constitués en 1991 comme Parti des Travailleurs, parce que nous considérons qu'aucun des partis existant à ce jour ne reprend à son compte les revendications, les aspirations et les besoins des travailleurs et de la population laborieuse.

Tous les partis qui depuis 1982 se sont succédé au gouvernement, tous sans exception ont participé à la situation que nous vivons aujourd'hui. Ils sont tous responsables.

OU NOUS ONT-ILS MENÉS ?

- 3 millions de chômeurs

- 5 millions de travailleurs précaires

Il n'y aurait pas d'argent pour l'école, la santé, la protection sociale, l'emploi ?

- Mais pour le raid d'un seul avion sur l'Irak, on a dépensé 25 millions de francs.

- 150 milliards sont passés dans la poche des spéculateurs au nom de la défense du franc.

- 35 milliards d'exonération de charges sociales ont été accordés aux patrons entre 1986 et 1991...

ILS VEULENT CONTINUER

Pour la santé: La loi Teulade de *"maîtrise des dépenses de santé"* a été adoptée en décembre 1992. C'est: la fermeture des services d'urgence, des maternités et des hôpitaux, la diminution du remboursement des médicaments, la réduction du personnel dans les hôpitaux et la multiplication des "accidents". Cette loi a été votée par le PS et adoptée grâce à l'abstention RPR-UDF. Elle est dans la continuité de la loi Ralite, ministre PCF, qui a institué le forfait hospitalier et le budget global. Cette loi prolonge aussi la loi hospitalière du Ministre Kouchner qui programme 60 000 fermetures de lits.

Quant à M. Brice Lalonde qui fut "heureux" d'être le ministre des gouvernements Rocard et Cresson, il déclare: *"Compte tenu de la situation économique, on ne peut faire tout et n'importe quoi, il faut faire des choix."*

Pour les retraites: 172 milliards ont été pris sur le pouvoir d'achat des retraités. Ils envisagent de le réduire encore et osent proposer l'allongement des cotisations retraite de 37,5 à 40 annuités.

Pour l'école: Dans le pays, des milliers de classes et d'écoles ont été fermées. Dans notre circonscription sont programmées des fermetures de classes rue des Quatre Fils, une classe rue Béranger, une classe de 6e au lycée Victor-Hugo. Ils veulent que l'école ne soit plus un lieu d'instruction et ne veulent plus des diplômes nationaux comme le baccalauréat qui est essentiel dans les conventions collectives et les statuts protégeant les salariés. Le programme de gouvemement RPR-UDF est le même que celui du CNPF, que celui mis en oeuvre par tous les gouvemements Mitterrand, y compris celui auquel ont participé les ministres PCF en 1982: pour eux tous, plus besoin d'instruction: la panacée, c'est l'alternance école-entreprise prévue pour 1,2 million de jeunes, les stages en entreprise pour préparer la jeunesse aux petits boulots et à la précarité. Par exemple, dans le bâtiment, 50 000 emplois que l'on prévoit de supprimer seraient remplacés par 70 000 jeunes en stage.

Pour le logement: Chaque jour des familles modestes sont expulsées vers la banlieue; nos quartiers sont promis à devenir des centres d'affaire et des quartiers résidentiels aux loyers inaccessibles. C'est l'aboutissement des lois Barre (1977), Quillot (1982), Mermaz (1989), Besson (1990) qui ont libéré les loyers et développé la spéculation.

ILS NOUS ONT MENÉS À LA CATASTROPHE, ILS VEULENT CONTINUER !

Ce sont les mêmes qui proposent aujourd'hui de continuer la même politique. Présentés comme une force nouvelle, Brice Lalonde et ses amis, derrière le paravent de l'écologie, fondent leur politique sur l'économie de marché et n'offrent comme perspective que de faire payer toujours plus les travailleurs, les jeunes, la population

laborieuse. Ministre, Brice Lalonde a tout justifié: la loi hospitalière, la loi Besson sur les logements, la loi Jospin sur l'enseignement, la loi Quilès de privatisation des PTT, Maastricht, la guerre du Golfe, etc.

Aujourd'hui Brice Lalonde, fervent partisan de l'union nationale, propose sur la question du chômage, tout comme les candidats UPF et PS -Dominati, Bertinotti-, le partage du travail, le partage des salaires. Le partage du travail ça n'est pas le maintien ni la création d'emplois.

IL N'Y A PAS DE FATALITÉ !

Pour justifier cette politique, ils invoquent la fatalité de la crise et disent qu'il n'y a pas d'argent. **De l'argent, il y en a !**

Depuis 1982, tous les gouvemements ont pratiqué une politique économique et financière qui a permis aux entreprises de placer 8 400 milliards de francs en titres financiers.

Un plan de relance de l'économie et de la consommation est possible aux conditions suivantes:

Que l'on confisque les milliards des profits spéculatifs et qu'on les consacre à l'investissement productif, à la création de vrais emplois avec de vrais salaires, et la montée du chômage peut être enrayée et la protection sociale garantie. Par exemple, chaque emploi supplémentaire sur la base du SMIC rapporte 2 000 francs de côtisation pour la Sécurite sociale.

- Que l'on confisque les 140 milliards que le gouvernement vient de payer pour "défendre le franc" à des institutions financières connues, qui ont pignon sur rue et qui spéculent ouvertement en pillant les fonds publics! Qu'on les confisque et qu'on les affectent à l'embauche de milliers de travailleurs.

Avec 100 milliarrds (dotation du budget de l'armée pour l'achat d'armements nouveaux), il serait possible de: créer plus de 720 000 postes d'infirmières, de préserver l'emploi de 500 000 salariés menacés de licenciements, de multiplier par 200 les crédits affectés à la recherche sur le SIDA, de créer 700 000 postes de professeurs certifiés....

On manque de logements ? Que l'on confisque les milliards de profits spéculatifs réalisés dans des opérations immobilières de bureaux inutilisables pour les affecter à la construction des 100 000 logements sociaux supplémentaires chaque année !

Respect du principe de 1a laïcité républicaine: Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée, restitution à l'école publique des 40 milliards accordés à l'école privée.

OUI, IL EXISTE UNE ISSUE !

Le Parti des travailleurs affirme: cette politique nous mène au désastre: elle est le resultat du viol du mandat que Mitterrand et la majorité PS-PCF avait sollicité du peuple en 1981 pour, disaient-ils, "*rompre avec le capitalisme*".

C'est le résultat de leur soumission aux institutions antidémocratiques de la Ve Répuplique, de leur "*réconciliation avec l'entreprise et le patronat*". Les travailleurs savent qu'il ne peut rien sortir de bon de ces élections, car ce Parlement est réduit à n'être qu'une chambre d'enregistrement des mesures, lois et décrets anti-ouvriers et anti-populaires dictés par le grand capital.

L'issue réside dans la démocratie abrogeant les institutions de la Ve République et non dans les prétendues réformes de celles-ci qui préservent l'essentiel. L'issue réside dans un gouvernement dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu en se constituant en Assemblée constituante souveraine.

L'issue, à l'heure où se développent les grèves et manifestations, réside dans l'unité des travailleurs et des organisations pour en finir avec cette politique au service exclusif des banques et des spéculateurs.

Et ce problème est mondial. Le 26 mars prochain, les métallurgistes et sidérurgistes de toute l'Allemagne vont converger en manifestation à Bönn parce qu'ils sont confrontés aux mêmes problèmes que nous. Voilà où est l'issue.

Nous vous invitons également à participer le 20 juin prochain à un rassemblement international contre les privatisations, au Zénith, ou des délégations de 81 pays seront présentes.

Pour manifester votre accord avec nos propositions,
votez pour le candidat du Parti des Travailleurs,

Votez pour Dominique ARNAUDIES

(agent des télécommunications)

et son suppléant Patrice JEANNE (instituteur)

Vu le candidat: Dominique ARNAUDIES

.Infotec 2000 Paris